

LA VIGIE DE L'EAU

**GALERIE THERMALE
88800 VITTEL**

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2025**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS****EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association La Vigie de l'Eau relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du nouveau règlement comptable ANC 2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Golbey, le 22 Mai 2026

NEXIOM AUDIT
Commissaire aux comptes

Marion JACQUEMIN



ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Bilan

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Concessions, brevets, licences, marques, procédés,						
Immobilisations corporelles						
. Constructions	76 264	76 264				
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	523 340	515 169	8 170	7,89	9 444	9,03
Immobilisations financières						
TOTAL (II)	599 603	591 433	8 170	7,89	9 444	9,03
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	98		98	0,09	497	0,48
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 115		2 115	2,04	5 632	5,39
. Autres créances	53 884		53 884	52,04	44 844	42,89
Charges constatées d'avance	1 907		1 907	1,84	2 256	2,16
Disponibilités	37 358		37 358	36,08	41 892	40,06
TOTAL (III)	95 364		95 364	92,11	95 121	90,97
Frais d'émission des emprunts (IV)						
Primes de remboursement des emprunts (V)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	694 967	591 433	103 534	100,00	104 565	100,00



PASSIF		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise					
. Fonds propres complémentaires		7 000	6,76	7 000	6,69
Fonds propres avec droit de reprise					
Réserves					
Report à nouveau		42 060	40,62	65 537	62,68
Excédent ou déficit de l'exercice		-4 111	-3,96	-23 477	-22,44
Situation nette (sous total)		44 949	43,41	49 060	46,92
Subventions d'investissement		7 669	7,41	4 965	4,75
TOTAL (I)		52 618	50,82	54 025	51,67
FONDS REPORTES ET DEDIES					
TOTAL (II)					
PROVISIONS					
Provisions pour charges		13 980	13,50	12 333	11,79
TOTAL (III)		13 980	13,50	12 333	11,79
DETTES					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		3 283	3,17	6 292	6,02
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		10 251	9,90	4 293	4,11
Dettes fiscales et sociales		23 401	22,60	15 993	15,29
Produits constatés d'avance				11 630	11,12
TOTAL (IV)		36 935	35,67	38 208	36,54
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		103 534	100,00	104 565	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
ENGAGEMENTS DONNÉS					

Compte de résultat



COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Cotisations		540	0,25	570	0,26	-30	-5,25		
Ventes de biens et services									
- Ventes de prestations de services		40 503	18,75	36 230	16,68	4 273	11,79		
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation		159 381	73,78	158 995	73,18	386	0,24		
- Ressources liées à la générosité du public									
- Mécénats		3 000	1,39			3 000	N/S		
Reprises sur amortiss., dépréciat.et provisions		12 333	5,71	53	0,02	12 280	N/S		
Autres produits		69	0,03	160	0,07	-91	-56,87		
Total des produits d'exploitation (I)		215 826	99,91	196 008	90,21	19 818	10,11		
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Variations stocks		399	0,18	838	0,39	-439	-52,38		
Autres achats et charges externes		71 810	33,24	87 400	40,23	-15 590	-17,83		
Impôts, taxes et versements assimilés		2 002	0,93	2 131	0,98	-129	-6,04		
Salaires et traitements		95 545	44,23	97 796	45,01	-2 251	-2,29		
Cotisations sociales		30 492	14,12	31 954	14,71	-1 462	-4,57		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		4 770	2,21	4 611	2,12	159	3,45		
Dotations aux provisions		13 980	6,47			13 980	N/S		
Autres charges		1 044	0,48	348	0,16	696	200,00		
Total des charges d'exploitation (II)		220 042	101,86	225 078	103,59	-5 036			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-4 216	-1,94	-29 070	-13,37	24 854	85,50		
PRODUITS FINANCIERS:									
Autres intérêts et produits assimilés		190	0,09	910	0,42	-720	-79,11		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et									
Total des produits financiers (III)		190	0,09	910	0,42	-720	-79,11		
CHARGES FINANCIERES:									
Intérêts et charges assimilées		85	0,04	106	0,05	-21	-19,80		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et									
Total des charges financières (IV)		85	0,04	106	0,05	-21	-19,80		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		105	0,05	804	0,37	-699	-86,93		
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		-4 111	-1,89	-28 266	-13,00	24 155	85,46		
PRODUITS EXCEPTIONNELS:									
Total des produits exceptionnels (V)				20 352	9,37	-20 352	-100,00		
CHARGES EXCEPTIONNELLES:									
Total des charges exceptionnelles (VI)				15 564	7,16	-15 564	-100,00		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)				4 789	2,20	-4 789	-100,00		



☆ COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Total des produits (I + III + V)	216 016	100,00	217 270	100,00	-1 254	-0,57
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	220 127	101,90	240 748	110,81	-20 621	-8,56
EXCEDENT OU DEFICIT	-4 111	-1,89	-23 477	-10,80	19 366	82,49
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature	6 000		6 000			
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL	6 000		6 000			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole	6 000		6 000			
TOTAL	6 000		6 000			

Annexe aux comptes annuels



PREAMBULE

L'association a pour objet de concevoir, de gérer et de développer à Vittel un espace de culture scientifique, technique et industriel dédié à l'eau. A travers cette thématique prioritaire, l'objectif global est de :

- Participer à l'effort d'éducation et de formation nécessaire pour que puissent d'instaurer entre les Hommes et les eaux des rapports différents fondé sur une connaissance réelle de la diversité du fonctionnement des cycles de l'eau
- Contribuer à l'éducation à l'environnement et au développement durable, par des actions de sensibilisation et de formation
- Replacer la recherche et la science dans la société en favorisant le dialogue et le débat
- Faire connaître la démarche scientifique d'approche critique et créative et d'en susciter le goût
- Donner au grand public et aux décideurs des informations scientifiques
- Contribuer à l'attractivité de la Lorraine en faisant connaître et en valorisant les recherches menées dans le domaine de l'eau et de l'environnement
- Créer un réseau international de culture scientifique autour de l'eau

Pour cela, l'association s'attachera en particulier à :

- Organiser des actions d'éducation à l'environnement et au développement durable du grand public, des élèves ainsi que des étudiants
 - Organiser des actions de formation
 - Créer et accueillir des expositions et outils de médiation, les diffuser et les valoriser
 - Organiser au plan national et international des conférences, forums et des expositions centrés sur l'eau en lien avec les organismes de Recherche et d'Enseignement Supérieur et les acteurs de l'eau, en s'appuyant sur un réseau de compétences européen et mondial
 - Favoriser les contacts entre les jeunes chercheurs et le grand public et à contribuer à leur formation à la communication
 - Venir en appui aux pouvoirs publics et collectivités territoriales sur les thématiques en lien avec son objet
 - Participer à l'effort conduit en matière de développement local et de valorisation du patrimoine naturel
 - Mettre en réseau les compétences
 - Mettre les outils les plus innovants au service de la médiation scientifique.
- A cet effet, une attention toute particulière est portée à la mise en œuvre et à l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), du multimédia, des outils d'échange et de diffusion à distance (Internet, visioconférence, forum, vidéo à la demande, WebTV, ...), de manière à développer des contacts avec les chercheurs du monde entier, à valoriser les actions menées et à les ouvrir au public le plus large.

L'association peut en outre conduire toute action de conseil en lien avec son objet.



PREAMBULE (suite)

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 103 533,58 €.

Le résultat net comptable est un déficit de 4 110,56 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.



1. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Règlement ANC 2022-06 :

Les comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022, et complété des mises à jour en vigueur actuellement, et les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables, à l'exception des incidences de la première application de l'ANC 2022-06
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Cette évolution réglementaire entraîne notamment :

- une redéfinition du résultat exceptionnel
- la suppression du mécanisme des transferts de charges
- une adaptation du plan de comptes avec l'introduction d'une nouvelle nomenclature
- la mise en place de nouveaux modèles d'états financiers.

L'application du nouveau règlement n'a pas d'impact significatif sur les comptes annuels de l'association. »



2. PRINCIPES. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.



2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

2.1- PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

2.1.2 - Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans



2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

2.1.3 - Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

2.1.4 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2.1.5 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2.1.6 - Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

2.1.7 - Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du personnel de remplacement selon la convention collective.



3. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	596 108	3 495		599 603
Immobilisations financières				
TOTAL	596 108	3 495		599 603

3.2 - Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	583 663	4 770		588 433
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	3 000			3 000
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	586 663	4 770		591 433
TOTAL GENERAL (I+II)	586 663	4 770		591 433



3. NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.3 - Etats des stocks

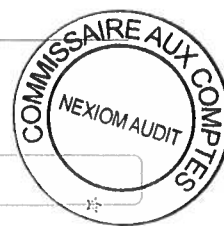
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	497		399	98
Matières premières				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	497		399	98

3.4 - Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	2 115	2 115	
Autres créances	53 884	53 884	
Charges constatées d'avance	1 907	1 907	
TOTAL	57 906	57 906	

3.5 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	53 292
Autres produits à recevoir	592
TOTAL	53 884



4. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	7 000				7 000
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	65 537	-23 477			42 060
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-23 477	23 477		-4 111	-4 111
Dont générosité du public					
Situation nette	49 060			-4 111	44 949
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	4 965		5 013	-2 309	7 669
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	54 025		5 013	-6 420	52 618
TOTAL dont générosité du public					



4. NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débit	Crédit
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		42 060
SOLDE		42 060

4.3 - Subventions d'investissement

4.3.1 - Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
CONSEIL REGIONAL	Malette d'anal	5 355			5 355
CONSEIL REGIONAL	Réaménagement hall	5 151			5 151
CONSEIL REGIONAL	Equipt pédago		2 073		2 073
CONSEIL REGIONAL			2 940		2 940
TOTAL		10 506	5 013		15 519

4.3.2 - Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
CONSEIL REGIONAL	Malette d'anal	3 481	1 071		4 552
CONSEIL REGIONAL	Réaménagement hall	2 060	1 030		3 091
CONSEIL REGIONAL	Equipt péda		207		207
TOTAL		5 541	2 308		7 850



4. NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.4 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	12 333	13 980	12 333	13 980
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL (II)	12 333	13 980	12 333	13 980
TOTAL GENERAL (I+II)	12 333	13 980	12 333	13 980
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles		13 980	12 333	



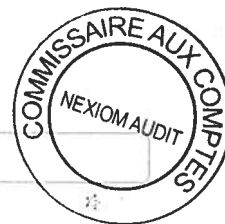
4. NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.5 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	3 283	3 030	253	
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	10 251	10 251		
Dettes fiscales et sociales	23 401	23 401		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	36 935	36 682	253	

4.6 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	3 712
Dettes fiscales et sociales	19 983
Autres dettes	
TOTAL	23 695

**5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****5.1 - Ventilation du Chiffre d'affaires = 36 230 €**

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant	Taux
Etudes Prestations de services Produits des activités annexes	40 503	100.00 %
<i>TOTAL</i>	<i>40 503</i>	<i>100.00 %</i>



6. AUTRES INFORMATIONS

6.1 - Autres informations complémentaires

Le bénévolat a été évalué à 1 mi-temps, correspondant à 1 personne ingénieur.

Selon la convention collective applicable, ces postes relèvent du coefficient 400, soit une rémunération brute mensuelle de 2 400 €.

Depuis juillet 2018, l'association bénéficie de la part de la Ville de Vittel de la prise en charge directe des frais d'électricité, gaz et eau.

6.2 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 13 980 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 67 ans pour les cadres et 62 ans pour les non cadres
- le taux de rotation du personnel : 2 %
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 2%
- le taux d'actualisation retenu : 2%
- le taux moyen des charges sociales : 40.5 % pour les cadres et 22.83 % pour les non cadres

6.3 - Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 3 840 €.

**RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2025**

Aux Membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE
DELIBERANT**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Golbey, le 22 mai 2026

NEXIOM AUDIT
Commissaire aux comptes

Marion JACQUEMIN

